



MANTES- LA-VILLE dans l'inquiétude

Le maire de la seule ville FN d'Ile de France conserve son poste, le recours à son encontre, pour cause d'irrégularités lors du scrutin, ayant été rejeté en octobre dernier. Depuis son élection, plusieurs employés municipaux ont démissionné, les subventions aux associations ont été amputées et la communauté musulmane s'est vue refuser un terrain pour la construction d'une mosquée pourtant actée par la mairie précédente... **Par Sabrina Kassa**

Six mois après l'élection du jeune maire frontiste, Cyril Nauth, "la ville est morte", résume Saïd Benmouffok, l'élu socialiste de l'opposition. "De nombreux cadres de la mairie ont démissionné et les élus frontistes sont totalement incompetents. Il n'y a qu'à voir le conseil municipal, trois ou quatre seulement d'entre eux ont pris la parole et encore difficilement..."

En effet, en septembre, l'hémorragie a été impressionnante : le directeur général des services, celui des services techniques, la directrice des ressources humaines, le directeur de la communication, et

Michel Euler/AP/Sipa



Cyril Nauth,
le maire FN de
Mantes-la-Ville.

Mai 2014.
Des citoyens
musulmans
devant l'hôtel
de ville pour
protester contre
le blocage à la
construction
d'une mosquée.



le chef de la police municipale sont déjà partis. *“Le maire et son équipe n'étaient pas clairs. On ne savait pas où on allait...”*, explique un témoin qui a voulu rester anonyme dans le *Courrier de Mantes* (n° 4566). Outre le fait que les cadres voulaient éviter d'être stigmatisés par l'étiquette FN pour la suite de leur carrière, ils auraient préféré démissionner plutôt que de rester dans un bateau fantôme.

Dans cette petite commune des Yvelines de 20 000 habitants, à 53 km à l'ouest de Paris, tristounette et sans centre-ville, séparée de Mantes-la-Jolie par un seul che-

min de fer, l'arrivée du FN a en effet surtout créé du vide. Car en plus de faire fuir ses cadres et ses agents municipaux, son passage à l'extrême droite a provoqué un cordon sanitaire autour de la ville, à gauche depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

“Les investisseurs, Hammerson notamment, du centre commercial (baptisé Halle-en-ville, ndlr) qui devait se construire dans le quartier de Mantes-université ont immédiatement fait savoir qu'ils ne voulaient pas venir dans une ville FN. Et Pierre Bédier, le président (UMP) du conseil général des Yvelines a annoncé qu'il allait limiter les subventions pour la ville. Tout ça va faire très mal aux habitants de la commune !”, conclut Saïd Benmouffok avec tristesse.

D'autant plus que l'élection du maire, à 61 voix près, n'est pas le résultat d'un enracinement du parti frontiste dans la ville, comme à Hénin-Beaumont par exemple, mais principalement le produit de dissensions entre les deux listes socialistes (Monique Brochet, la maire sortante, et Annette Peulvast-Bergeal, maire de la ville entre 1997 et 2002) incapables de se rassembler au second tour.

Sans oublier qu'il a également profité de l'espace électoral laissé vacant par le candidat soutenu par

l'UDI et l'UMP, Fabrice Andreella qui s'est retiré, à la veille du second tour, malgré un score de 16,6 % au premier tour.

Coupes drastiques pour les associations

Le programme de Cyril Nauth, jeune professeur d'histoire-géographie, s'est du coup contenté de deux propositions. Primo, baisser les impôts, secundo, refuser la création d'un nouveau lieu de prière pour les musulmans.

Six mois après son installation, la première décision significative a été de baisser les subventions aux associations de 22 %. *“Le pire c'est qu'ils l'ont appliquée sur l'année en cours, s'étouffe Adolphe Mendy, le président du club de foot FC Mantois, véritable poumon de la ville qui comprend, des benjamins aux seniors, 932 licenciés. La perte est de 17 500 euros, c'est énorme pour nous !”*

Le maire a également annoncé vouloir réduire le nombre de centres sociaux de la ville qui en comprend trois aujourd'hui. Celui situé au cœur du quartier des Brouets, récemment sorti de la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville, est particulièrement visé. Ainsi, un temps, le maire a dit vouloir le transformer



en halte-garderie, puis en lieu intergénérationnel... Par ailleurs, pour réduire l'investissement dans le secteur social, l'idée de Cyril Nauth est de nommer un seul directeur pour les trois centres. *"Le problème, c'est que ça ne fait pas partie de ses compétences. C'est la CAF qui finance les directeurs des centres sociaux. Tout cela montre l'amateurisme et l'incohérence de cette mairie"*, note écœurée Monique Brochet, qui jure de tout faire pour organiser le rassemblement de la gauche si, en novembre, la justice décide de réorganiser des élections (voir encadré).

Empêcher la construction d'une mosquée

Du côté des musulmans, l'inquiétude est là aussi. Après avoir fait l'objet de débats haineux pendant la campagne électorale, avec pour hantise l'engagement pris par la municipalité précédente de leur vendre un terrain en vue de la construction d'une mosquée, la polémique continue.

Non content d'avoir anéanti le projet sur lequel la mairie socialiste et l'association des musulmans de Mantes-sud (AMMS) travaillaient depuis 2008, le nouveau maire veut désormais les expulser de la salle de prière du boulevard Salengro, propriété de la commune. Selon la convention d'occupation signée avec la mairie sortante, l'AMMS aurait, en effet, dû libérer les lieux le 30 mai dernier. Sauf que cette convention n'était pas séparable du projet de construction d'une nouvelle mosquée (pour laquelle 650 000 euros ont été séquestrés chez le notaire).

"Le maire veut réécrire l'histoire, mais ça ne va pas se passer comme ça. Il semble oublier que la décision avait été prise par le conseil municipal et la communauté de communes... Donc pas de bras, pas de chocolat!", ironise Abdelaziz El Jaouhari, le président de l'association. L'AMMS vient du coup d'assigner la commune au tribunal de grande ins-



La justice maintient Cyril Nauth à son poste

Le recours déposé par Saïd Benmouffok (élu PS de l'opposition) portant sur 117 signatures litigieuses et différentes entre le premier et le deuxième tour des élections municipales à Mantes-la-ville, a été rejeté par la rapporteur du tribunal administratif de Versailles, le 14 octobre. Selon cette dernière, seules une quinzaine de ces signatures "posent problème". *"La procureure a dit qu'elle avait jugé les signatures en amatrice et qu'elle n'a pas fait appel à une expertise graphologique"*, se désole Saïd Benmouffok. Le jugement a été mis en délibéré et devrait être communiqué début novembre.

tance de Versailles pour obtenir l'exécution de la promesse de vente, et plus grave pour les contribuables, un million d'euros de dommages et intérêts pour préjudice moral. *"Nous ne l'avons pas fait de gaieté de cœur. Avant ça, nous avons tout d'abord cherché un compromis, mais cela n'a rien donné"*, explique Abdelaziz El Jaouhari qui a rencontré le maire début juillet pour réfléchir à une alternative.

La communauté musulmane résiste...

Mais la mise en demeure du pavillon du boulevard Salengro, en plein milieu du mois d'août a fait tomber les masques. *"La rentrée se passe mal, les cadres démissionnent, la réorganisation des centres sociaux débouche sur une véritable cacopho-*

nie, etc. Ils n'ont aucun projet, résultat ils agitent le chiffon rouge de la mosquée pour faire diversion", analyse calmement le président de l'AMMS. *"Le FN est plus désespéré que nous, c'est ça la réalité!"*

Envoi de la police municipale à l'heure de la prière pour constater que des travaux ont été réalisés à l'intérieur de la mosquée (en effet, des travaux d'aménagement sont en cours), du porc retrouvé dans la boîte aux lettres, des lettres d'insultes et de menaces... *"Depuis douze ans que nous sommes ici, nous n'avons jamais eu de problèmes. Les musulmans sont très mal à cause de ça, nous devons faire un effort supplémentaire pour calmer les esprits. Mais les gens comprennent bien que nous ne devons surtout pas répondre à ces provocations. C'est un piège dans lequel nous ne devons pas tomber!"* ■